

# Liste « à l'initiative de l'Ecole Emancipée »

Véronique Bonnet, Surgères, 17  
Guy Bertolino, Montpellier, 34  
Nicolas Habera, Leers, 59  
Marie- Pierre Laurentin, Poitiers, 86  
Valérie Soumaille, Poitiers, 86  
Daniel Vey, Paris, 75  
Membres du bureau national sortant,  
Et :  
Guy Aubarbier, R, Poitiers 86  
Raymond Bahl, R, Strasbourg 67  
Carole Baquet, St Pons de Thomières, 34  
Mélissa Bekhtari, Plougasnou, 29  
Cécile Bennejean, Poitiers, 86  
Vincent Boroli, Paris, 75  
Philippe Caubet, Auxerre, 89  
Véronique Chaudieu, R, St Germain en Laye, 78  
Mireille Elizabé, Lyon, 69  
Chrystel Ferignac, R, Montpellier 34  
Arnaud Fonteny, St Jean de la Ruelle, 45  
Samuel Fillaud, Chauvigny, 86  
Gérard Gagnier, R, Beaufort, 26  
Ophélie Gapin, Chauvigny, 86  
Marion Guinet, St Denis, 93  
Emmanuel Laget, Montpellier, 34  
Pierre Laguillaumie, R, Chevannes, 89  
Sonia Lajaumont, Limoges, 87  
Yvan Leprêtre, Saintes, 17  
Jean Maillet, R, Montargis, 45  
Toinette Maillet, R, Montargis, 45  
Josy Maratier, Saujon, 17  
Bernard Massat, Poitiers 86  
Jacques Pénitot, R, St Denis la Réunion, 974  
Arnaud Prisot, Auxerre, 89  
Franck Rolando, St Jean d'Angely, 17  
Corinne Solbes, Surgères, 17

R : militant-e de l'EE-SNEP retraité-e

**Les militant-es de l'ÉE se retrouvent, avec d'autres, pour combattre les politiques régressives, porter débats et propositions, refuser fatalisme ou accompagnement des mauvaises réformes.**

## « Refondation de l'Ecole » : une belle arnaque

Au SNEP, les débats ont parfois été vifs sur l'analyse de la loi de refondation de l'Ecole de 2013. Alors que certain-es voulaient croire en une prise en compte de nos revendications par le nouveau gouvernement, nous écrivions dans notre texte d'orientation, il y a 3 ans : *« Pour l'ÉE, le maintien de la référence au socle commun et de son outil d'évaluation, le LPC, dans la loi dite de refondation de l'Ecole est significatif d'une politique éducative qui demeure d'orientation libérale. Conformément aux diktats européens, elle est conçue comme élément d'amélioration de la compétitivité économique, et loin de viser la réussite et l'émancipation de tou-tes, travaille l'employabilité d'une partie de la jeunesse en se centrant sur des savoirs et compétences « de base ». Ce n'est pas, le rajout du mot culture pour en faire le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, qui le rend plus admissible à nos yeux. Comment imaginer que des savoirs disciplinaires ambitieux pour nos élèves puissent être compatibles avec le socle maintenu ? »*

Il semble bien aujourd'hui que nous ayons eu raison de nous inquiéter : Si nous approuvons les objectifs avancés, nous sommes en profond désaccord avec leur traduction concrète :

- **Elever le niveau de connaissances, de compétences et de culture de tou-tes ?**

La réforme du collège, imposée malgré une forte contestation du milieu enseignant, est révélatrice d'une volonté de substituer aux savoirs, jugés trop élitistes, les seules compétences du socle. Dans notre propre champ, celui de l'EPS, la vacuité des nouveaux programmes est en ce sens, significative.

Tout comme l'est la mise en place des EPI, avatars de travaux interdisciplinaires, qui a pour 1<sup>er</sup> objectif de rogner sur les enseignements disciplinaires.

Par ailleurs, le fait de scinder le système scolaire en deux blocs, un premier jusqu'à la fin du collège (avec le cycle 3 qui enjambe le primaire et le collège) et un second bac-3/bac+3 marque t'il la volonté d'une élévation du niveau pour tou-tes ou seulement pour certain-es ?

- **Réduire les inégalités sociales et territoriales ?**

La réforme des rythmes dans le premier degré, a engendré de fortes inégalités entre les communes. Les nouveaux ESPE fonctionnent sans cadrage des formations, entraînant des inégalités entre étudiant-es et formatrices/teurs sur le territoire. Avec la réforme du collège, l'explosion du cadre national va s'étendre

à présent au second degré. Les 20% de marge d'autonomie vont distiller autant d'inégalités d'un établissement à l'autre, et porter un coup fatal à ce que l'éducation gardait de « national ». Voilà ce qu'il en est de la réduction des inégalités territoriales !

Quant aux inégalités sociales, le Conseil national d'évaluation du système Scolaire vient de publier un passionnant rapport sur le sujet. Il en ressort que les politiques scolaires sont les premières responsables du creusement des inégalités. Parmi les critiques formulées, les moyens supplémentaires accordés aux établissements en éducation prioritaire ne sont pas suffisants pour faire la différence. En particulier, le nombre d'élèves par classe reste trop important. Le label étant devenu stigmatisant et faisant fuir les classes moyennes, le rapport préconise de renforcer la mixité sociale. Cela nécessite de revenir sur « l'assouplissement » de la carte scolaire mise en œuvre sous Sarkozy, ce que n'a fait aucun ministre socialiste.

#### • Réduire le nombre de sorties sans qualification ?

Outre les bricolages visant à dévaloriser une partie des évaluations (DNB, Bac), le MEN prévoit la montée en puissance de l'apprentissage, au détriment de l'enseignement professionnel public qui est affaibli. L'apprentissage n'a jamais constitué une solution pour les élèves en échec scolaire. Il constitue plutôt une antichambre de la précarité professionnelle pour les jeunes.

**Il reste quoi de positif de la « refondation de l'Ecole » ?** Les 60 000 postes créés ? Loin de rattraper les 80 000 suppressions de l'ère Sarkozy, ils ont été absorbés par la formation initiale et la hausse démographique non anticipée et n'ont pas eu de traduction au quotidien : dans les classes, les effectifs sont toujours de plus en plus chargés et les heures supplémentaires pléthoriques.

Quant à la priorité au primaire le « plus de maître que de classes » distillé au compte goutte est quasi invisible sur le terrain et entre parfois en concurrence, faute de moyens, avec des ouvertures de classes.

**Rien non plus pour l'EPS !** Les hausses continues d'effectifs impactent particulièrement nos conditions d'enseignement et les conditions d'apprentissage de nos élèves ; les programmes vides au collège et rigides au lycée ; les exigences certificatives incohérentes voire irréalistes au BAC et l'absence d'évaluation pour le DNB, induisent souffrance des enseignant-es et appauvrissement des expériences motrices proposées aux élèves. **C'est vraiment tout autre chose qu'il faut !**

### **Construire ensemble une Ecole et une Education Physique émancipatrices**

Former à l'Ecole des citoyen-nes cultivé-es, autonomes, créatifs-ves, capables de sens critique,

peut-il se faire sans repenser les modes d'organisation, les structures et les méthodes pédagogiques ? Peut-on viser la réussite de tou-tes les élèves sans poser les questions liées aux mises en œuvre favorisant le désir et le plaisir d'apprendre ; aux modes d'évaluation, de notation, de certification ; aux rythmes d'apprentissage de chacun-e ; aux rapports professeur-e/élève ? Amener les élèves à être de plus en plus autonomes dans leurs apprentissages est-il possible sans affranchir l'Ecole de l'autoritarisme généralisé qui y sévit ? La formation initiale prépare-t-elle aujourd'hui de futur-es enseignant-es concepteurs-trices / chercheurs-euses / créatifs-ves ? Peut-on exercer sa liberté pédagogique quand on est sommé-e d'appliquer des programmes ou référentiels dénués de sens ?

**Parce qu'elle dessine la société de demain, professionnels liés aux métiers de l'éducation et usagers doivent être associé-es à la construction d'une Ecole émancipée à la fois de l'utilitarisme qui lui est assigné et de l'autoritarisme généralisé dans lesquels elle est enfermée.**

Dans cette Ecole, le sport notamment de compétition, peut-il être la référence culturelle de l'Education Physique que nous défendons ? Véritable miroir du système capitaliste cynique et prédateur que nous combattons, l'actualité sportive (inter)nationale condense blanchiment d'argent sale, triches, mensonges, dopage, exploitations de travailleurs, atteinte à l'environnement, à la santé, mépris des populations délogées, indécence des dépenses... Pour nous, si l'activité physique peut être émancipatrice, le sport institué est intrinsèquement porteur de valeurs aliénantes et destructrices (compétitivité, sélection...). **C'est pourquoi nous, militant-es de l'Ecole Emancipée, sommes contre la candidature de Paris au JO de 2024 et contre toute participation du SNEP-FSU à leur soutien et organisation** (voir à ce sujet notre article « Non au Mythe Olympique » dans le précédent bulletin)

### **Pour imposer nos revendications, construire les mobilisations !**

Les choix politiques à l'œuvre aussi bien en Europe qu'à l'échelle mondiale, se font contre les peuples. Aujourd'hui au niveau mondial, les 1 % les plus riches possèdent plus que les 99 % restants. Les guerres et le terrorisme poussent sur les routes des millions de réfugié-es dont une partie vient mourir aux portes de l'Europe. la crise environnementale s'intensifie : l'état d'urgence climatique devient une priorité.

En France, alors que s'annonce la fin du quinquennat de F. Hollande, le bilan est sans appel. Assumant pleinement une politique libérale et austéritaire, les gouvernements Valls ont multiplié les cadeaux aux entreprises et aux plus riches ; détricoté le droit du travail ; accentué les disparités territoriales du

système éducatif ; recouru au 49-3 pour faire passer en force les réformes contestées ; soutenu les orientations de la troïka européenne et lâchement abandonné le peuple grec dans la lutte pour sa dignité politique et économique ; choisi des grands projets inutiles comme Notre Dame des Landes ou l'extension de Roland Garos.

Pire, en faisant le choix du renforcement des politiques sécuritaires notamment avec l'état d'urgence censé lutter contre le terrorisme, c'est à l'Etat de droit, aux libertés, qu'ils se sont attaqués. La répression du mouvement social (militant-es syndicaux, jeunesse) a atteint un niveau rarement égalé dans notre pays. Parallèlement, on assiste au développement de prises de position et d'actes racistes et islamophobes. Tout cela ouvre la voie à la droite et à l'extrême-droite, qui pourraient aller encore plus loin demain.

### **Comment nos revendications pour l'Ecole, l'EPS, le sport scolaire ou l'accès aux pratiques physiques pour tou-tes pourraient-elles être satisfaites dans un tel contexte ?**

La représentativité incontestable du SNEP lui confère une responsabilité particulière pour faire avancer les revendications sur son champ spécifique. Mais nous pensons qu'aussi fort qu'il soit, le SNEP ne pourra obtenir de victoire syndicale pérenne qu'en s'inscrivant dans une posture combative de construction de mobilisations susceptibles d'imposer un système basé sur une autre redistribution des richesses. Loin d'abandonner les revendications spécifiques à nos métiers, nous défendons l'idée que c'est parce qu'un mouvement social large aura pu imposer une alternative aux orientations libérales, que nous reconquerrons des services publics rénovés et démocratisés et parmi eux des services publics Jeunesse et Sports et Education Nationale émancipateurs dans lesquels nous aurons toute notre place.

### **C'est une alternative aux politiques libérales qu'il nous faut construire !**

Après avoir mis du temps à accepter que la politique des gouvernements Hollande ne s'inscrivait pas en rupture avec celle de Sarkozy, les forces du mouvement social ont su, enfin, reprendre le chemin de la lutte. Le mouvement contre la loi Travail a agrégé les organisations du syndicalisme de transformation sociale avec de nouvelles formes de mobilisations comme Nuit Debout. Pendant plus de 6 mois, grèves, manifestations, occupations de places ou actions sur les réseaux sociaux ont témoigné d'une opposition forte à la politique du gouvernement. Ce mouvement large et inscrit dans la durée pose les jalons d'une unité du syndicalisme de lutte qui doit trouver des formes plus durables d'affirmation et d'organisation, et travailler avec toutes celles et ceux qui combattent toutes les politiques libérales qui mettent à rude épreuve les salariés, les privés

d'emploi, les jeunes, les retraités, et particulièrement les femmes.

### **C'est cette orientation que défend l'École Émancipée au SNEP et à la FSU.**

**Vous partagez ces orientations ?  
Renforcez la place de l'ÉE  
au SNEP-FSU  
Votez et faites voter pour la liste  
« à l'initiative de l'École  
Émancipée » !!**